

Octant Analyse

Économie Territoires

Numéro 11 - Janvier 2011

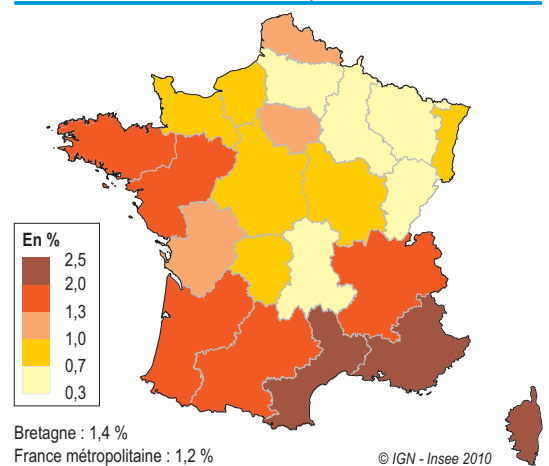
Après une longue période de croissance, depuis 1999, la Bretagne et ses territoires résistent à la crise

Entre 1999 et 2007, la Bretagne a gagné 160 000 habitants essentiellement grâce au jeu des migrations. Cette attractivité a joué, en particulier, pour les actifs. Avec 150 000 salariés de plus durant cette période, la région a connu un développement de l'emploi supérieur au niveau national.

Cette dynamique n'a cependant pas été uniforme sur l'ensemble de la région. Les territoires de l'est et du sud de la région en ont été les principaux bénéficiaires, tandis que l'ouest et le nord-ouest sont restés un peu en retrait.

Depuis début 2008, la région n'a pas été épargnée par la crise économique. L'emploi intérimaire, l'industrie et la construction ont particulièrement pâti du contexte dégradé. Comme au niveau national, les territoires avec une forte composante industrielle ont été les plus affectés. À l'inverse, les zones à vocation résidentielle ont été plus épargnées.

Évolution de l'emploi entre 1999 et 2007 par région Taux de croissance annuel moyen (en %)



Source : Insee, Estel



DIRECCTE
Direction régionale
des Entreprises
de la Concurrence
de la Consommation
du Travail et de l'Emploi



INSEE
BRETAGNE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES

De la fin des années 90 jusqu'à 2007, en période de croissance régulière, la Bretagne s'est distinguée à la fois par de forts dynamismes démographique et économique qui ont accompagné les mutations de ses territoires. L'année 2008 marque ensuite l'entrée de la France dans une crise économique généralisée qui n'a épargné aucun territoire de la région.

Un contexte régional favorable entre 1999 et 2007

Région attractive, la Bretagne a gagné, entre 1999 et 2007, plus de 160 000 habitants grâce au jeu des migrations. Bénéficiant d'un faible taux de chômage et d'un marché de l'emploi porteur, la région attire principalement des actifs de 30 à 59 ans, plutôt plus qualifiés que la population en place. Parallèlement, sur la même période, la région a gagné plus de 150 000 emplois, soit une progression de 13,5 %, contre 10,9 % en France. Cette évolution place la Bretagne au 6^e rang des régions françaises en termes de création d'emplois, derrière les régions de l'arc méditerranéen, Midi-Pyrénées et les Pays de la Loire.

Cette évolution favorable s'explique principalement par une dynamique propre à la Bretagne.

En particulier, l'industrie a continué à progresser, alors qu'elle a perdu un grand nombre de salariés au niveau national. Première activité industrielle de la région avec un tiers des emplois, l'agroalimentaire explique seule cette progression ; le reste de l'industrie maintient tout juste ses effectifs, ce qui reste néanmoins favorable par rapport à la moyenne nationale. L'industrie emploie ainsi 186 300 salariés fin 2007.

Plus de neuf emplois créés sur dix l'ont été dans le secteur tertiaire. Si le commerce a été dynamique, ce sont surtout les services

marchands qui ont créé des emplois (75 000), portés en particulier par l'essor des services aux entreprises. Ces derniers font appel à de nouveaux métiers, notamment dans les professions informatiques ou les études techniques. Ils ont aussi bénéficié de l'essor du travail temporaire à partir du milieu des années 90. On compte 477 000 salariés dans le tertiaire marchand fin 2007.

Accompagnant l'arrivée des nouveaux habitants, la construction a connu un véritable boom de son activité entre 2003 et 2006, avec des taux de croissance annuels de mises en chantier de l'ordre de 20 %. La Bretagne était alors au 3^e rang en nombre de logements commencés, alors qu'elle n'est qu'au 7^e rang en termes de population. L'essor du secteur a permis la création de près de 25 000 emplois entre 1999 et 2007, portant le nombre de salariés à 79 000 fin 2007.

Une césure entre l'est et l'ouest de la région

Cette dynamique n'a cependant pas été uniforme sur tout le territoire. L'Ille-et-Vilaine et le Morbihan en ont été les deux grands bénéficiaires, tandis que les Côtes-d'Armor et le Finistère sont restés un peu en retrait. Une césure se profile ainsi entre les territoires de l'est et du sud de la région d'une part, et de l'ouest et du nord-ouest d'autre part.

Les territoires du sud et de l'est de la région ont accueilli le plus de nouveaux habitants :

de très nombreux actifs, mais aussi un grand nombre de retraités. Ces actifs sont plutôt qualifiés ; ils accompagnent l'essor des services marchands, en particulier les services aux entreprises. Ils créent un cercle vertueux : développement de la construction et de l'économie résidentielle au service de ces nouveaux habitants. Les zones d'emploi gagnantes sont celles de Rennes et du littoral morbihannais (Vannes et Auray), mais aussi les zones plus industrielles de Vitré et de Ploërmel qui profitent de leur proximité avec les trois zones dynamiques. Exception notable, Fougères connaît un dynamisme moindre. Elle pâtit d'une industrie vieillissante en perte d'emplois que le développement des services marchands n'a qu'insuffisamment compensée.

Fougères se rapproche ainsi des zones d'emploi de l'ouest de la région : Lorient, Quimper, Brest, Morlaix, Guingamp, Pontivy-Loudéac ou encore Lannion. Celles-ci sont moins dynamiques aussi bien sur le plan démographique que sur celui de l'emploi. Ces zones accueillent plus de retraités que d'actifs générant ainsi un vieillissement de la population. Leur économie repose en partie sur des activités industrielles traditionnelles (agroalimentaire, construction navale et fabrication d'équipements électriques et électroniques) moins pourvoyeuses d'emplois que les services marchands entre 1999 et 2007. Lannion se distingue néanmoins des autres avec des activités de pointe (électronique et télécommunications) attirant ainsi des cadres en nombre important.

À l'image des zones de l'ouest de la région, Saint-Malo attire plus de retraités que d'actifs. Grâce au tourisme, son économie est toutefois plus dynamique.

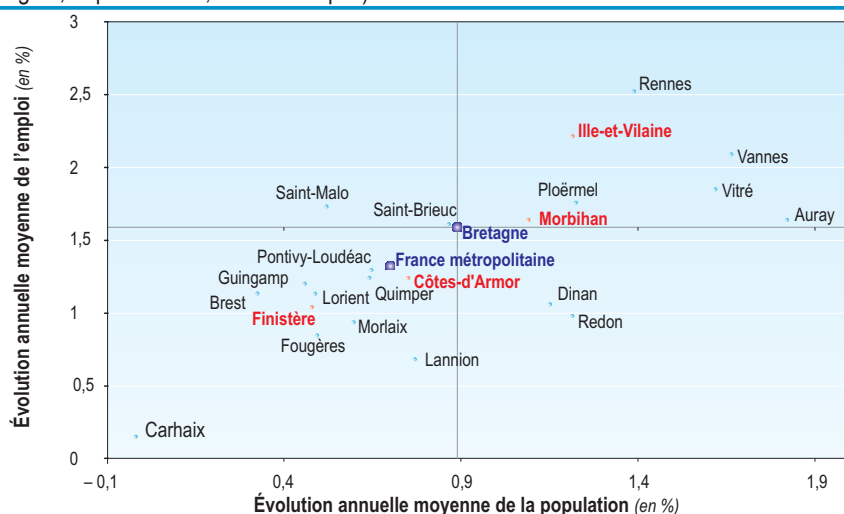
Avec une croissance quasi inexistante de son emploi et de sa population, Carhaix est la zone bretonne la plus en retrait. Ce territoire s'apparente ainsi aux territoires ruraux du centre de la France.

La population progresse plus que l'emploi dans les zones de Dinan et de Redon. Elles profitent de leur proximité avec des zones plus dynamiques : Saint-Brieuc et Rennes. Ainsi, un grand nombre d'actifs vient y habiter sans y travailler.

Enfin, la zone d'emploi de Saint-Brieuc fait office de frontière symbolique entre les zones de l'est et de l'ouest de la région avec le profil le plus proche de la moyenne régionale.

Césure entre l'est et l'ouest de la Bretagne

Évolution de la population et de l'emploi en Bretagne de 1999 à 2007 (région, départements, zones d'emploi)



Source : Insee, Estel - Épure2 - recensements de population

Les années 2008-2009 : la Bretagne face à la crise

Dès le début de l'année 2008, les premiers signes de dégradation de l'activité économique sont perceptibles. La France rentre en récession dès le 2^e trimestre 2008 avec une première contraction du PIB (Produit Intérieur Brut) de 0,4 % ; trois autres trimestres de baisse suivront. L'industrie a été le plus affecté au niveau national, en particulier la fabrication d'équipements électriques et électroniques et l'automobile, deux piliers de l'industrie bretonne.

Ce sont les régions de l'est et du nord qui ont le plus souffert, car leur structure économique à dominante industrielle a été plus exposée à la crise. À l'opposé, les régions du sud, dont l'activité est essentiellement tournée vers le tertiaire, ont été plus épargnées.

La Bretagne, à l'instar des autres régions de l'ouest de la France, connaît une situation intermédiaire. Du fait de sa structure économique moyennement industrielle, la région a souffert, mais sa dynamique propre la sauve partiellement. Entre début 2008 et fin 2009, la Bretagne perd près de 22 000 emplois, soit 3 % de baisse, perte comparable au niveau national.

L'intérim a joué à plein son rôle de première variable d'ajustement face aux chocs économiques. Les effectifs intérimaires ont fondu de 26 % ; ils ne représentent plus que 25 200 emplois fin 2009, contre 34 200 deux ans plus tôt.

L'industrie perd 10 300 emplois sur la période, mais se maintient mieux qu'au niveau national. Comme pour le reste de la France, ce sont les secteurs de la fabrication d'équipements électriques et électroniques et la

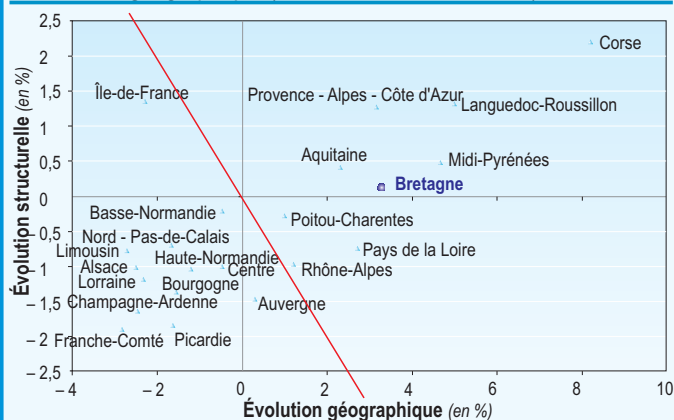
filière automobile qui ont particulièrement souffert, avec des pertes d'effectif respectives de 8 % et 13 % en deux ans. A contrario, l'agroalimentaire, qui regroupe un tiers de l'emploi industriel breton, n'a reculé que de 2 %, expliquant le relatif bon résultat régional. De plus, l'impact est moins douloureux, les industries agroalimentaires étant mieux réparties sur le territoire régional. Seul secteur à avoir plus souffert de la crise en Bretagne qu'au niveau national, la construction a perdu 2 700 emplois en deux ans. Mais cette baisse suit plusieurs années de fortes hausses, et le nombre d'emplois dans ce secteur reste toujours élevé : 76 700 fin 2009, contre 68 500 cinq ans plus tôt.

Symboles de la dynamique positive de la région, les services marchands hors intérim progressent encore légèrement pendant ces deux années, alors qu'au niveau national, l'emploi se maintient tout juste.

La Bretagne avant et après la crise

Avant la crise, la dynamique de l'emploi très favorable en Bretagne est essentiellement une dynamique propre

Évolution de l'emploi salarié marchand par région due aux effets structurel et géographique (3^e trim. 2002- 3^e trim. 2006)



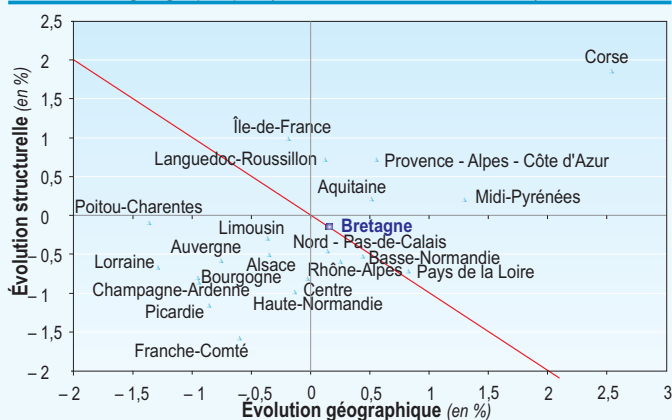
Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands
Source : Insee, Estel - Épure 2

Lecture : la droite rouge illustre les situations où les effets structurel et géographique s'annuleraient. Elle sépare les régions avec un taux de croissance de l'emploi supérieur ou inférieur à la moyenne nationale. Six régions (Corse, Languedoc-Roussillon, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Midi-Pyrénées, Aquitaine et Bretagne) ont à la fois un effet structurel et un effet géographique positifs. En Île-de-France, l'effet structurel favorable (+ 1,35 point) ne suffit pas à compenser l'effet géographique négatif (- 2,3 points) : au total son taux de croissance de l'emploi est inférieur de 0,95 point au taux de croissance moyen national.

Avant la crise (figure de gauche), l'emploi aurait moins progressé en Bretagne si les activités productives avaient suivi la même évolution qu'au niveau national. C'est ce qu'on appelle l'évolution structurelle (0,1 % de plus en Bretagne qu'au niveau national). Mais la dynamique régionale, dépendant de plusieurs facteurs propres à la Bretagne, a intensifié cette évolution. Il s'agit de l'évolution géographique (3,3 % de mieux). L'évolution géographique s'additionnant aux effets de l'évolution structurelle, l'emploi breton a plus progressé au final en Bretagne qu'au niveau national.

La crise affecte la Bretagne du fait de la structure de son emploi, mais sa dynamique la protège

Évolution de l'emploi salarié marchand par région due aux effets structurel et géographique (1^{er} trim. 2008- 4^e trim. 2009)



Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands
Source : Insee, Estel - Épure 2

Après la crise (figure de droite), la Bretagne aurait dû plus souffrir en raison de la présence de secteurs exposés (fabrication d'équipements électriques et électroniques et industrie automobile). Toujours grâce à sa dynamique propre ou évolution géographique, son emploi n'a pas plus baissé qu'au niveau national.

Crise et territoires

Comme au niveau national, ce sont les territoires à vocation industrielle qui ont été les plus affectés par la crise, et particulièrement ceux abritant les secteurs les plus touchés (fabrication d'équipements électriques et électroniques, et l'automobile). Les territoires à vocation résidentielle ont été plus épargnés.

Ploërmel, Fougères et Redon, les zones les plus fragiles, ont ainsi payé de lourds tributs, avec une baisse de 5 % de l'emploi salarié. Par contre, Vitré a peu souffert malgré une économie à risque. L'industrie s'y maintient

mieux qu'ailleurs, et le tertiaire marchand progresse fortement compensant les autres baisses. Inversement, les pertes très importantes dans l'industrie électronique ont éprouvé la zone de Lannion.

Les autres zones du centre-ouest de la Bretagne (Pontivy-Loudéac, Carhaix, Morlaix) sont relativement protégées par la présence des industries agroalimentaires qui tempèrent les pertes connues dans les autres secteurs industriels.

D'autres zones souffrent surtout de perte d'emplois dans la construction, comme Guingamp, Quimper ou Auray, mais à la

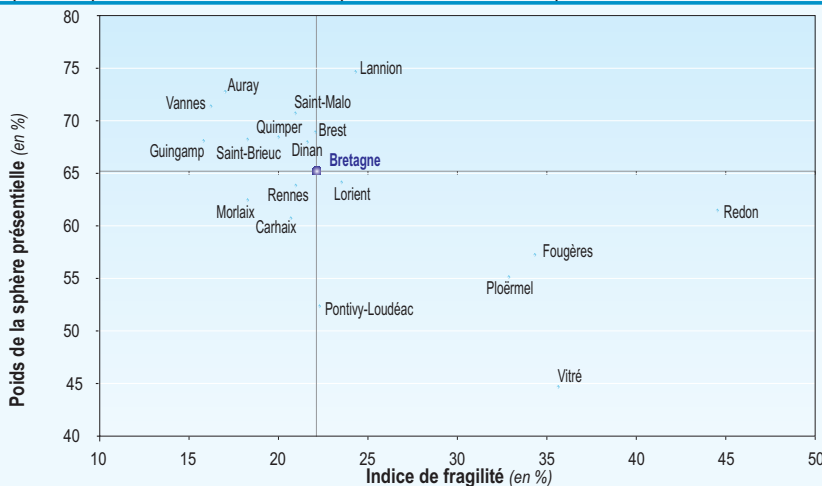
différence de l'industrie, ce secteur offre plus facilement des capacités de reprise.

Enfin, les zones de Rennes et de Vannes ont subi de lourdes pertes dans l'industrie, en particulier dans le secteur de l'automobile. Cependant, elles s'en sortent mieux que la moyenne régionale grâce aux services marchands encore créateurs d'emplois sur les deux années de crise.

■ Frédéric Pellet

Crise et territoires bretons

Exposition potentielle des zones d'emploi à la crise économique



Source : Insee, Clap 2007 - Estel - Épure2

La figure met en valeur les zones d'emploi a priori les plus exposées aux chocs économiques selon la structure de leur appareil productif à la fin de l'année 2007, c'est à dire avant le début de la crise.

L'indice de fragilité est la part dans l'emploi (fin 2007) des salariés exerçant dans un des secteurs qui ont été les plus touchés par la crise au niveau national : fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines - fabrication de matériels de transport - fabrication d'autres produits industriels - activités immobilières - intérim.

Le poids de la sphère présente est la part dans l'emploi (fin 2007) des salariés exerçant dans les activités mises en oeuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes. Ces salariés sont a priori moins exposés au choc économique que ceux exerçant dans les activités productives, c'est-à-dire les activités produisant des biens majoritairement consommés hors de la zone ou des services tournés principalement vers les entreprises de cette sphère.

Pour en savoir plus

- [L'emploi salarié des secteurs marchands en Bretagne à la fin du 2e trimestre 2010 \(provisoire\) : la reprise de l'emploi salarié se confirme](#) / Insee Bretagne. - Dans *Octant info* ; n° 4 (2010, sept.). - 2 p.
- [Évolution de la Bretagne entre 2000 et 2008 : une région dynamique et attractive](#) / Frédéric Pellet ; Insee Bretagne ; Préfecture de la région Bretagne. - Dans *Octant* ; n° 116 (2009, juin). - 4 p.
- [La Bretagne face aux mutations économiques : forces et faiblesses des zones d'emploi](#) / David Lévy ; Insee Bretagne. - Dans *Octant* ; n° 100 (2005, janv.). - 5 p.
- [Les conséquences de la crise sur l'emploi dans les régions](#) / Stève Lacroix - Dans : *Insee première* ; n° 1295 (2010, mai). - 4 p.
- [La crise et nos territoires : premiers impacts](#) / Laurent Davezies. - Paris : ADCF, 2010. - 96 p.
- Insee (www.insee.fr)

Directeur de la Publication : Michel Guillemet

Rédactrice en chef : Sylvie Lesaint

Composition : Brigitte Cariou

ISSN 2105-1151 - © Insee 2011 - Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2011

INSEE Bretagne

36, place du Colombier
CS 94439
35044 RENNES Cedex

Pour tout renseignement statistique :
09 72 72 40 00 (tarification appel local)